



## Journal des anthropologues

Association française des anthropologues

92-93 | 2003

Actualité politique dans l'étude des sociétés  
contemporaines

---

# Initiatives locales, stratégies sociales et nouvelles configurations politiques dans l'ouest Cameroun

*Local Initiatives, Social Strategies and New Political Configurations in Western  
Cameroon*

Yves Guillerrou

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/jda/2083>

DOI : 10.4000/jda.2083

ISSN : 2114-2203

### Éditeur

Association française des anthropologues

### Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2003

Pagination : 113-137

ISSN : 1156-0428

### Référence électronique

Yves Guillerrou, « Initiatives locales, stratégies sociales et nouvelles configurations politiques dans l'ouest Cameroun », *Journal des anthropologues* [En ligne], 92-93 | 2003, mis en ligne le 22 février 2009, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/jda/2083> ; DOI : 10.4000/jda.2083

---

Ce document a été généré automatiquement le 1 mai 2019.

Journal des anthropologues

---

# Initiatives locales, stratégies sociales et nouvelles configurations politiques dans l'ouest Cameroun

*Local Initiatives, Social Strategies and New Political Configurations in Western Cameroon*

Yves Guillerrou

---

- 1 Les initiatives locales de développement sont un thème particulièrement complexe et difficile à définir, tant il semble recouvrir des situations et des pratiques hétérogènes. Si le champ (ou le contenu) des actions collectives relevant de cette dénomination générale apparaît aussi large que variable, les questions essentielles (bien que rarement formulées) portent sur la nature de la dynamiquesocialequi les sous-tend : qui sont les principaux acteurs, quels objectifs poursuivent-ils, comment collaborent-ils entre eux et/ou avec l'ensemble de la société locale ?
- 2 Ces questions revêtent une acuité particulière dans le contexte actuel du continent africain, où le retrait souvent précipité de l'État remet en cause la philosophie du développement, notamment à l'échelle locale. Jusqu'à une période récente, par-delà la diversité des options politiques officielles, le « développement local » relevait pour l'essentiel de modes d'intervention autoritaires, cherchant à associer la « base » (population locale) à des décisions prises au « sommet » (pouvoir central) : il s'agit d'un modèle « descendant ». Ce modèle trouve une illustration presque parfaite dans la politique de développement local mise en œuvre en Algérie pendant près de deux décennies, fondée sur la commune<sup>1</sup> et ses « assemblées populaires » ; les « villages socialistes » créés au cours des années 1970 offrent théoriquement aux ruraux un nouveau cadre de vie et de nouvelles formes de participation à un niveau plus fin, à travers les comités de gestion villageois. En réalité, tout ce dispositif répond surtout à des objectifs d'encadrement-uniformisation des campagnes, assurant une « descente » progressive des directives centrales jusqu'à la « base », et bien peu de « remontées » effectives.

- 3 A ce modèle s'oppose celui du « développement communautaire », défini par les Nations unies comme « l'ensemble des procédés par lesquels les habitants d'un pays unissent leurs efforts à ceux des pouvoirs publics en vue d'améliorer la situation économique, sociale et culturelle des collectivités, d'associer ces collectivités à la vie de la nation et de leur permettre de contribuer sans réserve aux progrès du pays »<sup>2</sup>. Cette définition insiste sur la participation active des habitants aux efforts entrepris, précisant que « ces efforts sont laissés, dans toute la mesure du possible, à leur propre initiative ». Les modalités concrètes de répartition des tâches (et des prérogatives) entre populations et pouvoirs publics ne sont cependant pas définies, tout comme les formes d'expression et de contrôle reconnues aux premières. De fait, les expériences relevant (explicitement ou implicitement) du « développement communautaire » forment un ensemble très disparate, susceptible d'interprétations contradictoires<sup>3</sup>, et dont il paraît très difficile de tirer des conclusions précises quant au rôle effectif des populations. Ce genre d'entreprise est d'ailleurs constamment confronté à des exigences difficilement conciliables : renforcement des solidarités à des niveaux très différents, association de règles coutumières et de règles d'origine externe... (Prats, 1972 : 387).
- 4 Toutefois, ces deux modèles apparaissent de plus en plus dépassés de nos jours. N'assiste-t-on pas, face à l'affaiblissement d'un État dont l'omniprésence dissimule mal les défaillances croissantes, à la multiplication d'initiatives locales émanant réellement de la « base », sous l'effet conjugué de contraintes matérielles et d'une conscience collective accrue, dans le cadre d'un mouvement « ascendant » ? En fait, au-delà du constat général, le problème est de saisir la signification sociale et politique d'un tel phénomène : un mouvement « ascendant » implique-t-il automatiquement une participation consciente et volontaire de l'ensemble d'une communauté villageoise sur une base « démocratique » ? Ou bien résulte-t-il surtout de l'action de minorités influentes, agissant au nom de « l'intérêt général », mais poursuivant des objectifs bien spécifiques ?
- 5 Il apparaît nécessaire d'identifier clairement dans chaque cas les principaux groupes d'acteurs et leurs stratégies respectives ; à partir de là, il convient de procéder à une analyse précise des rapports entre initiatives locales et pouvoir local. L'examen d'expériences en cours dans l'Ouest Cameroun peut ici, en mettant en lumière la complexité et les contradictions internes de ces mouvements, s'avérer riche d'enseignements.

## Organisation sociale et pouvoir coutumier en pays bamiléké

- 6 Le pays bamiléké, situé dans l'ouest du Cameroun, couvre un peu plus de 6 000 km<sup>2</sup>, et regrouperait de nos jours environ 1,5 million d'habitants. Il s'agit d'un ensemble de hautes terres, au sein duquel on distingue notamment le haut-plateau, comportant des massifs dépassant 2 000 mètres d'altitude, et des hautes plaines périphériques dont l'altitude moyenne varie entre 850 et 1 100 m. Si ces deux sous-ensembles disposent de terres riches et de conditions favorables à l'activité humaine, c'est le haut-plateau qui concentre la majorité de la population, avec de très fortes densités (de 100 à 400 hab./km<sup>2</sup>, et même plus de 1 000 dans certaines zones). Les Bamiléké ont su tirer parti des potentialités locales, en développant une agriculture intensive conciliant productivité et conservation des sols, mais également un réseau très dense de relations commerciales,

leur permettant de valoriser leur position de carrefour entre montagne et plaine, savane et forêt, nord et sud.

- 7 Le système social bamiléké a de tout temps frappé les observateurs par sa complexité et sa cohésion. Mais son originalité s'exprimerait surtout dans une série de traits apparemment paradoxaux : 1) fortes institutions séculaires/grande capacité d'adaptation au changement ; 2) strictes hiérarchies/forte mobilité sociale ; 3) forte emprise du groupe/valorisation de l'initiative individuelle... C'est sans doute dans cette capacité à conjuguer des éléments antinomiques qu'il convient de rechercher les fondements du « dynamisme bamiléké ».
- 8 Les Bamiléké se distinguent par ailleurs par la spécificité de leur système politique, basé sur la « chefferie » (*gung*). Celle-ci forme une sorte de petit « État-nation », défini par un territoire, une population et une culture propres, dirigé par un chef (*fô*), dont les pouvoirs, en apparence absolus, sont limités par les conseils de notables et les sociétés coutumières. Sur le plan économique, la chefferie joue un rôle important en tant que cadre d'organisation de travaux d'intérêt collectif, ainsi que comme lieu d'une accumulation substantielle de surproduit ; mais celle-ci, loin de bénéficier personnellement au chef et à sa famille, s'inscrit dans le cadre d'un vaste système de redistribution<sup>4</sup>. Médiateur entre les vivants et les ancêtres, le chef est un personnage « sacré », jouissant de multiples privilèges ; mais ceux-ci ont pour contrepartie une masse de lourdes obligations et le respect de règles très strictes, le tout sous le contrôle étroit des conseils de notables – ainsi que d'un cercle étroit de proches et de dignitaires influents, dont la « reine mère » (*mafô*), investie d'une autorité certaine.
- 9 Si le nombre et les attributions des sociétés coutumières varient d'une chefferie à l'autre, on retrouve à peu près partout les mêmes instances de base, notamment les deux principaux conseils de notables : 1) le « conseil des neuf » (*mkamvu'u*), composé du chef lui-même et de huit représentants du fondateur, mais parfois élargi à d'autres notables, organe consultatif en principe, mais assumant en fait de multiples fonctions exécutives, judiciaires et de contrôle social ; 2) le « conseil des sept » (*mkam sombueh*), sorte de « cour suprême » chargée de veiller au respect des institutions et des coutumes. Le « conseil des neuf », en particulier, intervient dans les domaines les plus divers : distribution de terres, rites agraires, grandes cérémonies, promotion de notables, choix d'un nouveau chef, décisions judiciaires, relations extérieures et guerre, etc. Les sociétés coutumières se présentent à la fois comme des confréries initiatiques et des groupements associatifs, jouant un rôle décisif en matière d'intégration et de régulation sociale, répondant aussi bien aux intérêts supérieurs de la chefferie qu'aux problèmes de base de ses membres individuels (Perrois & Notué, 1997 : 63-94). Leurs fonctions, bien que multiples, sont essentiellement d'ordre politique et social, et peuvent être classées comme suit : 1) cadre de communication directe et réciproque entre le chef et la population (sans interposition d'une caste de dignitaires) ; 2) lieu de matérialisation régulière de la place de chacun dans la hiérarchie locale ; 3) moyen de promotion et d'ascension dans la hiérarchie (Hurault, 1962 : 81-2).
- 10 La force de ces institutions originales est à mettre en relation avec les formes et le rôle très particuliers de la parenté dans la société étudiée. Contrairement à la majorité des sociétés africaines patrilineaires fondées sur les grands lignages indifférenciés, la société bamiléké se caractérise par la prolifération de petits lignages, la règle de l'héritier unique conduisant au fractionnement de tout lignage à chaque génération (Hurault, 1962 : 34-5). Ces petits lignages, généralement fragiles, sont incapables d'assurer par eux-mêmes la

cohésion et la stabilité nécessaires à toute communauté humaine : d'où l'importance des instances sociopolitiques à base extraparentale. Le politique prime ici sur la parenté, en dépit de leur étroite imbrication<sup>5</sup> : l'unité d'un ensemble de lignages disparates ne peut être maintenue que par un pouvoir fort et centralisé, mais contrôlé par de solides instances coutumières, dans le cadre d'une sorte de « contrat social » entre le chef et la population (Métangmo, 1986 : 27-8). Particulièrement significatif est le fait qu'à l'issue des rites d'intronisation, tout nouveau chef est coupé des liens de filiation et d'alliance envers ses ascendants : il acquiert, au-dessus des chefs de lignage, un statut parental exceptionnel, qui lui vaut le titre de « père du pays » (Pradelles de Latour, 1991 : 185), et même de « mari du pays » (Tsekeni, 2000 : 190-1).

- 11 Le système sociopolitique bamiléké présente des divisions hiérarchiques très strictes. Dans toute chefferie, la population se répartit en au moins trois grandes catégories (elles-mêmes très hiérarchisées intérieurement) : 1) « princes » ou descendants du chef ; 2) « notables » composés surtout de serviteurs du chef et de leurs héritiers ; 3) simples villageois ; à quoi s'ajoute parfois une quatrième catégorie, celle des esclaves (généralement très minoritaires et à statut non permanent). Mais ces divisions ne sont ni rigides ni figées : elles s'inscrivent au contraire dans un processus de recomposition permanente. Les principaux privilèges héréditaires se perdent au bout de quelques générations, tandis que les membres des catégories les plus défavorisées peuvent s'élever dans l'échelle sociale par divers moyens : enrôlement parmi les « serviteurs » du chef, réussite individuelle par le commerce (entraînant tôt ou tard la reconnaissance du chef)... L'attribution régulière de titres de notabilité par le chef permet à la hiérarchie sociale interne de rester « à la fois préétablie et ouverte » (Pradelles de Latour, 1991 : 144). Chose remarquable, les sociétés coutumières elles-mêmes, tout en reproduisant la différenciation sociale existante, tendent à favoriser l'ascension des serviteurs et des simples villageois, alors qu'elles freinent celle des « fils de chef » (Hurault, 1962 : 83-4).
- 12 Le système sociopolitique basé sur la chefferie a fait la preuve, au cours des siècles, de sa cohésion et de sa grande capacité d'adaptation aux vicissitudes historiques. On peut s'étonner du fait que les habitants du haut-plateau ne se soient jamais unis au sein d'un grand royaume centralisé, au moins pour des raisons de sécurité : en fait, en dépit de la pression périodique de certains peuples du nord (Foulbé, Tchamba) ou même voisins immédiats (Bamoun), la survie de l'ensemble des chefferies bamiléké n'a jamais été sérieusement menacée (Perrois & Notué, 1997 : 32). La majorité des grandes chefferies ont été fondées entre le XIV<sup>e</sup> et le XVI<sup>e</sup> siècle. Les aléas de la conjoncture politique et économique, conjugués à la pression démographique, ont conduit aussi bien à des scissions qu'à des regroupements de chefferies. Mais le cadre global est resté pratiquement inchangé jusqu'à l'occupation coloniale.

## Colonisation, « boom » caféier et transformations socio-économiques

- 13 Premiers colonisateurs du Cameroun, les Allemands soumettent l'ensemble des hautes terres de l'ouest entre 1902 et 1910. Au cours de la première guerre mondiale, le Cameroun est occupé par les alliés et la région est divisée en deux, la partie orientale (dont le pays bamiléké proprement dit) passant sous administration française et la partie occidentale sous administration britannique. Les différents colonisateurs ne remettent pas directement en cause l'organisation politique traditionnelle : ils cherchent surtout à

s'assurer le concours des chefs, mais vont progressivement, en leur confiant des tâches d'auxiliaires de l'administration, altérer leurs fonctions et la nature de leur pouvoir. Les chefs se voient notamment attribuer la responsabilité du recouvrement de l'impôt et celle de la fourniture de main-d'œuvre pour les travaux « d'intérêt général » ou les plantations européennes : obligations impopulaires, qui mettent leur autorité à l'épreuve. L'une et l'autre se heurtent à de vives résistances, comme il ressort de nombre de documents administratifs entre 1916 et 1946<sup>6</sup>. À diverses reprises, prenant acte de la difficulté croissante des chefs à s'acquitter seuls de tâches aussi lourdes auprès de populations de plus en plus nombreuses, l'administration tente de faire du quartier la cellule de base de la chefferie, et de l'utiliser comme cadre pour le recensement, la collecte des impôts et le recrutement de main-d'œuvre. Cette politique de décentralisation avant la lettre, non sans danger pour l'autorité des *fô*, ne sera pas généralisée, mais de nouvelles suggestions sont périodiquement formulées en vue d'un partage plus efficace des tâches, y compris par le renforcement des sociétés coutumières, considérées comme des « écoles de notables » (Tardits, 1960 : 46-9). Mais dans les faits, l'action de l'administration contribue surtout à creuser le fossé entre les chefs et la masse de la population, tandis que les corps « intermédiaires » (conseils de notables, associations traditionnelles, classes d'âge, etc.) perdent de leur vitalité et de leur influence. Aux abus de pouvoir et exactions des chefs répond la résistance croissante de la population, laquelle sollicite même de plus en plus l'intervention directe de l'administration<sup>7</sup>. Les tensions s'exacerbent lors de la lutte pour l'indépendance : entre 1955 et 1962, le pays bamiléké est l'un des principaux foyers de la lutte armée menée par l'UPC (Union des Populations du Cameroun), dressant de larges fractions de la population contre les chefs, considérés comme collaborateurs du pouvoir colonial (puis néocolonial).

- 14 Cette évolution du cadre politique ne peut cependant être analysée en dehors du contexte économique. À partir des années 1930, l'introduction du café arabica sur les hautes terres de l'ouest va bouleverser le paysage agraire et l'activité économique de la région. Cette culture, que l'administration s'efforce au départ de limiter aux colons européens et à une minorité de chefs et de notables autochtones, suscite rapidement un engouement général. Sa diffusion massive en milieu paysan au cours des années 1940 sera le fruit d'une âpre lutte recourant à toutes sortes de moyens (dont le vol organisé de plants dans les pépinières), et contribuant pour une large part, avec l'appui des jeunes organisations syndicales et politiques, au développement du sentiment national, en même temps qu'à la consolidation de l'identité régionale. Le « boom » caféier, qui culmine entre l'indépendance (1960) et le milieu des années 1970, bénéficie en premier lieu à l'aristocratie rurale (chefs et notables), à qui l'accession au statut de grands planteurs permet de raffermir un pouvoir politique menacé, mais également à la masse de la paysannerie. Un certain consensus social va s'instaurer grâce à l'élévation générale des revenus et du niveau de vie : processus lié à la mise en place d'un système coopératif original, d'une efficacité rarement atteinte en Afrique noire « francophone ».
- 15 Clef de voûte de ce système, l'UCCAO (Union centrale des coopératives agricoles de l'ouest), investie dès 1961 du monopole de la collecte et de l'exportation du café arabica, devient rapidement une entreprise commerciale de premier plan. La participation effective de la « base », théoriquement assurée à travers une représentation à plusieurs niveaux, se heurte en pratique au contrôle étroit de l'État, mais également à la prépondérance des notables et grands planteurs au sein des conseils d'administration. L'UCCAO n'est pas pour autant un instrument au service exclusif de l'aristocratie rurale :

la majorité de la paysannerie bénéficie de la fourniture d'intrants fortement subventionnés et de la commercialisation du café à des prix garantis. L'UCCAO et les coopératives membres participent à des opérations de développement rural intégré<sup>8</sup>, et contribuent à l'amélioration générale des conditions de vie à la campagne (fourniture de matériaux de construction à prix réduits, construction de dispensaires et autres infrastructures...). Le système coopératif joue ainsi le rôle d'agent principal d'un processus de développement local certes « descendant », laissant peu de place aux initiatives de la population, mais répondant globalement aux attentes de celle-ci.

- 16 On assisterait donc à l'émergence d'une « société de planteurs » nullement homogène, mais bénéficiant d'une répartition relativement équitable des fruits de la croissance, grâce notamment à l'action multiforme d'un système coopératif efficient en même temps qu'étroitement lié aux sphères dominantes de l'État. Le renforcement général de l'assise économique des anciens groupes privilégiés contribue à la reproduction d'un ordre politique traditionnel parfois menacé, mais doué d'une capacité d'adaptation rarement démentie. Cette « révolution conservatrice » ne recouvre cependant qu'une partie de la réalité : elle masque d'autres transformations socio-économiques profondes, porteuses de contradictions qui n'apparaîtront au grand jour qu'avec le retournement de la conjoncture économique (fin des années 1980).
- 17 Si la croissance du secteur agro-exportateur sous contrôle étatique joue un rôle moteur, d'autres facteurs contribuent au développement de la région, notamment la multiplication des activités liées à la croissance urbaine et l'essor des échanges villes-campagnes : domaines où l'initiative des non-héritiers (majoritaires dans la société bamiléké) occupe une place essentielle. On assiste dès lors à l'émergence rapide d'une bourgeoisie d'affaires peu nombreuse mais réputée, ainsi que de diverses catégories de migrants qui s'efforcent d'améliorer leur condition matérielle et sociale par la pluri-activité et l'alternance entre ville et campagne. Tout ceci entraîne des changements importants au niveau des structures foncières, des procès de production, des styles de vie, des idées et des valeurs en milieu rural. Les cultures vivrières marchandes et maraîchères, stimulées par la demande croissante des marchés urbains, tendent à concurrencer sérieusement le café ; la bourgeoisie agro-commerçante émergente, qui contrôle ces nouvelles filières, développe des stratégies distinctes de celles de l'aristocratie villageoise – sans toutefois s'opposer ouvertement à celle-ci. A l'autre extrémité de l'échelle, les groupes défavorisés, exclus de l'accès à la terre et dépourvus d'assise matérielle, élaborent des stratégies de survie tout en contestant, de manière encore discrète, l'ordre dominant.

## Initiatives locales et nouveaux acteurs

- 18 L'émigration vers les villes constitue le principal (sinon l'unique) moyen de survie ou de promotion sociale pour les membres des catégories situées au bas de la hiérarchie traditionnelle. La réussite d'une minorité d'entre eux (éclipsant souvent le sort précaire de la majorité) contribue à la formation d'une « élite », composée principalement d'hommes d'affaires et de fonctionnaires, dont l'ambition matérielle et professionnelle va de pair avec un très fort désir de reconnaissance sociale au village. Cette reconnaissance se matérialise notamment par des titres de notabilité accordés par le chef aux individus qui se sont distingués par leur fidélité à la chefferie, leurs qualités morales et leur générosité, le plus souvent dans le cadre des grandes sociétés coutumières<sup>9</sup>. Depuis la



colonisation, nombre de chefs tendent à « vendre » directement des titres pour compenser la baisse de leurs ressources traditionnelles : d'où l'émergence d'une « notabilité de l'argent », dénoncée à mi-voix par la population (Tsekenis, 2000 : 147). Une autre voie d'accession à la notabilité réside dans les actions « d'intérêt collectif », bénéficiant à l'ensemble de la population d'une chefferie : cette voie, d'autant plus prisée qu'elle est en soi source de prestige et d'influence, va mobiliser les « élites » de manière de plus en plus systématique, surtout à partir du milieu des années 1970. Dès cette époque, alors même que l'État assume le rôle d'acteur principal du développement, on assiste à une multiplication des initiatives locales de développement sous l'impulsion de groupes autonomes composés essentiellement de membres de l'élite (et généralement désignés sous ce terme). Ces initiatives, axées principalement sur la réalisation d'équipements jugés prioritaires, font appel à la solidarité de l'ensemble de la population, mais avec une division claire des tâches : la conception et le financement des projets sont du ressort de l'élite (émigrée en ville), tandis que les habitants du village sont appelés à fournir main-d'œuvre bénévole et matières premières pour les chantiers. Ce phénomène témoigne à la fois d'une solidarité profonde des citoyens les plus dynamiques avec leur milieu d'origine, mais en même temps de leur mainmise croissante sur le devenir des campagnes<sup>19</sup>.

- 19 Parmi ces initiatives, il en est au moins une qui mérite d'être brièvement présentée, en raison de son originalité et de la manière dont elle illustre les potentialités comme les limites des expériences de développement « communautaire » de l'époque : le « projet de développement intégré de Bafou-sud » – sur lequel on dispose notamment du témoignage lucide et nuancé de son promoteur (Métangmo, 1986).
- 20 Ce projet, né en 1978 à l'initiative d'un jeune étudiant en médecine, conduira dix ans plus tard à la création d'une ONG polyvalente, dont le rayonnement dépassera largement le cadre initial. Contrairement à la majorité des actions émanant des élites citadines, privilégiant l'équipement des villages, ce projet donne dès le départ la priorité à la production agricole, et s'attache à la mise en place d'une organisation souple, adaptée au milieu et gérée par les paysans eux-mêmes. Le choix se porte sur la structure GAM (groupement d'agriculteurs modernes), offrant un statut légal tout en assurant une très large autonomie à ses membres. L'organisation interne s'efforce de concilier démocratie à la base et efficacité technique, en associant étroitement producteurs et techniciens. La priorité donnée à la production conduit à la création d'une ferme-pilote avicole, laquelle remplit également une fonction de services et de vulgarisation en direction de l'ensemble de l'activité agricole. Mais le GAM s'efforce d'élargir ses activités, notamment sur les plans sanitaire et socioculturel, avec la création d'un poste de PMI, d'un jardin d'enfants et d'une salle de fêtes. En matière de financement, le projet bénéficie, grâce aux relations de son promoteur, du soutien d'« amis individuels » et de quelques organismes français.
- 21 En dépit de réalisations incontestables, le projet se heurte à de multiples difficultés, dont les plus importantes concerneraient la participation effective de la population, laquelle ne se mobilise spontanément que pour des actions ponctuelles : « ... à la différence de la construction de la chefferie, le GAM est une œuvre de développement qui nécessite une mobilisation au long cours. Plus encore, il exige une véritable responsabilité de tous et de chacun. Or c'est là une notion qui ne trouve pas d'équivalent dans nos structures traditionnelles généralement très centralisées. » (Métangmo, 1986 : 85) L'adhésion formelle de la majorité des paysans aux principes du GAM ne suffit pas à assurer leur mobilisation, car la question-clé, à savoir « qui mobilise ? », sous-entend : « en a-t-il



l'autorité ? » ; or, l'autorité des responsables du GAM, faute d'assise coutumière, reste à ce niveau insuffisante (*ibid.* : 86).

- 22 Par son caractère « exceptionnel » (au niveau des principes comme du contenu), cette expérience illustre peut-être mieux que toute autre les contradictions du développement « communautaire » dans des sociétés fortement hiérarchisées, expliquant a contrario le caractère « hégémonique » de la majorité des initiatives locales, contrôlées par une minorité (élites et notables).
- 23 A partir du milieu des années 1980, les initiatives locales prennent un caractère plus officiel avec la multiplication des comités de développement villageois, mouvement encouragé par le pouvoir central. La création de ces comités et leurs relations avec les organisations locales s'inscrivent généralement dans le cadre d'un jeu subtil d'alliances entre élites citadines et notables locaux, les premières attendant des seconds une promotion dans la hiérarchie traditionnelle. Ceci conduit parfois à une étroite collaboration sur la base d'une division précise des tâches<sup>11</sup>. Dans tout comité villageois, la conception et la mise en œuvre d'actions impliquant la mobilisation d'importantes ressources financières soulèvent des enjeux politiques et donnent lieu, derrière un consensus apparent, à de laborieux compromis sur la base des rapports de force et des alliances du moment.
- 24 L'expérience du Comité de développement de Bangang (CODEGBANG), dans le département des Bambois, peut fournir une bonne illustration de ces phénomènes. Cette structure, créée en 1988, est une institution apolitique ayant pour but de mobiliser les « forces vives » et « toutes les masses » pour promouvoir le développement économique, social et culturel du groupement<sup>12</sup> (art. 1 et 2 du statut).
- 25 L'assemblée générale (AG), son organe souverain, regroupe officiellement tous les ressortissants adultes du groupement (soit au moins 15 000 personnes). Mais en pratique, une AG ne peut réunir que quelques centaines de personnes au maximum, peu représentatives de la masse de la population, et dont les éléments les plus influents appartiennent à des cercles restreints de notables et « élites ». Ceci est encore plus manifeste au niveau du bureau exécutif (BE), où les « cercles d'élite » (organes autonomes) occupent des positions-clés. D'autre part, les formes de mobilisation des ressources financières, fondées essentiellement sur des cotisations obligatoires modulées selon la condition sociale (l'éventail officiel des tarifs étant de 1 à 100) contribuent à une concentration du pouvoir effectif aux mains d'une minorité : « l'élite » citadine, qui fournit au CODEGBANG la plus grande partie de ses recettes, et joue un rôle décisif au niveau de l'élaboration des projets et des choix en matière de financement. Ces choix (comme le « complexe tribune – salle de réunion » qui constitue la première réalisation importante) répondent généralement en priorité aux attentes de l'aristocratie villageoise – dont la gratitude doit permettre aux membres de l'élite de s'élever dans la hiérarchie coutumière. Cette stratégie de groupe n'est pas pour autant exempte de compétition ou même de conflits internes, la mise en œuvre des projets ne manquant pas d'exacerber les rivalités individuelles.
- 26 Par ailleurs, l'influence des « élites » au sein du BE suscite la méfiance des notables traditionnels, lesquels y voient une menace potentielle pour leurs prérogatives ou leurs privilèges. C'est en ce sens que l'on peut interpréter l'initiative prise en 1993 par certains d'entre eux de créer un « conseil supérieur de développement » (CSD), placé sous l'autorité directe du chef supérieur qui désigne seul tous ses membres, et dont la fonction principale semble être de contrôler étroitement les orientations et activités du

CODEGBANG, dans le sens d'une revalorisation de l'autorité coutumière et des traditions locales<sup>13</sup>. La symbiose entre pouvoir coutumier et pouvoir de l'argent n'est pas toujours aussi harmonieuse qu'il ne paraît, le premier redoutant les ambitions du second.

- 27 Dans un tel contexte, face à ces jeux complexes d'alliance-collaboration-compétition au sommet, le rôle effectif de la « base » apparaît singulièrement effacé. Les principales décisions résultant de laborieux compromis entre des groupes aussi restreints qu'influents, la masse de la population villageoise se plie généralement à la règle du consensus. La faiblesse relative de sa contribution financière aux actions « communautaires » la maintient dans une double dépendance vis-à-vis des élites (concepteurs et bailleurs principaux) et des notables (décideurs). On est loin de la « gouvernance communautaire locale », fondée sur un engagement collectif, impliquant transparence, synergie et concertation régulière de tous les groupes concernés (de Bruyne & Nkulu Kabamba, 2001 : 161-5).
- 28 Toutefois, la situation est loin d'être figée, et des changements en profondeur se font sentir dès la fin des années 1980, la conjoncture économique et les recompositions du système politique favorisant une certaine remise en cause de l'ordre social et des formes de pouvoir jusque-là en vigueur<sup>14</sup>. Tandis que la chute brutale de la production caféière porte un coup sévère à l'aristocratie villageoise, dont la position ne cesse de s'affaiblir face à la bourgeoisie citadine<sup>15</sup>, l'apparition de nouvelles organisations paysannes témoigne d'un effort d'initiative autonome au niveau de groupes restreints, mais représentatifs de la masse de la paysannerie.
- 29 Ces organisations, de nature et de statut divers, se composent en majorité de groupements de producteurs, regroupés ou non au sein d'unions (voire de fédérations), mais également de groupements de services ; les uns et les autres bénéficiant fréquemment de l'appui d'ONG locales, internationales ou étrangères. Officiellement encouragées par l'État, elles relèvent principalement du cadre des « groupes d'initiative commune » (GIC), institués par une loi du 14/08/1992 et définis comme « des organisations à caractère économique et social de personnes physiques volontaires ayant des intérêts communs et réalisant à travers le groupe des activités communes » (art. 49). Ces nouvelles structures connaissent une extension rapide au cours des années 1990 : au 30/06/2000, la province de l'Ouest compte officiellement 1 794 GIC, 39 unions et une fédération<sup>16</sup>.
- 30 Ce mouvement semble exprimer en premier lieu une volonté d'expérimenter de nouveaux systèmes de production mettant en jeu de nouvelles techniques ou spéculations dans le cadre de formes de coopération égalitaires. La volonté de changement s'exprime également au plan social, avec le rejet des hiérarchies fondées sur le sexe et l'âge : mixité générale, forte participation des femmes et des jeunes, etc. Tout ceci n'implique pas pour autant une remise en cause des formes de production familiales : les producteurs ne s'associent que pour des activités ponctuelles ou des objectifs précis : entraide en période de pointe, commercialisation, accès aux intrants ou au crédit, etc. Mais ces actions, si parcellaires soient-elles, s'intègrent dans une dynamique globale, porteuse de changements en profondeur. En assumant progressivement diverses fonctions abandonnées par l'État, ces organisations (des groupes de producteurs aux groupes de services et unions paysannes) jouent – ou sont appelées à jouer – un rôle croissant en matière d'encadrement, de diffusion de l'innovation, de mise en place de services appropriés, de restructuration des filières, et même de gestion des ressources naturelles...

Tout ceci ne contribue-t-il pas à renforcer le poids social et politique de la paysannerie et partant, à infléchir les rapports de force locaux ?

- 31 On assiste au sein des GIC et de leurs unions à l'émergence d'authentiques leaders paysans, appartenant en majorité aux catégories les plus modestes, conscients de défendre les intérêts de larges fractions de la paysannerie dont ils se font les porte-parole face à l'administration et aux intervenants extérieurs, et décidés à s'investir dans des initiatives collectives : ce qui les conduit logiquement à s'opposer à l'hégémonie de l'alliance notables/élites, bien que sous des formes et avec un impact très divers.

## Enjeux actuels et perspectives

- 32 Au cours de la décennie 1990, sur fond de récession économique et d'incertitude générale, une foule de facteurs concourent à menacer la « paix sociale » dans les villages de l'Ouest Cameroun : baisse drastique des ressources de la population, retours massifs d'émigrés du fait de la dureté croissante des conditions de vie dans les villes, abandon par l'État d'une partie de ses fonctions régulatrices (mais non de ses pratiques répressives), etc. Il en résulte une montée de la délinquance et de l'insécurité « banditisme rural », mais aussi une compétition accrue pour le contrôle des ressources rares (notamment la terre), une remise en cause des structures familiales et des anciennes formes de solidarité, et plus généralement une exacerbation des tensions sociales de toute nature...
- 33 C'est dans un tel contexte, plus favorable aux « forces centrifuges » qu'aux actions communautaires, que le jeune mouvement associatif s'efforce de mobiliser les populations villageoises autour d'objectifs plus ou moins cohérents et adaptés aux situations locales. Mobilisation qui se heurte à de multiples obstacles, dont certains sont liés à la nature même du mouvement. Celui-ci présente un caractère ambivalent, dans la mesure où il est pour une part l'expression d'une volonté d'organisation autonome à la base, et pour une autre part le résultat de l'intervention d'ONG ; lesquelles, occupant les « vides » laissés par l'État, poussent les paysans à se regrouper selon des modalités en partie définies par elles-mêmes, en leur promettant des aides financières – conduisant à des formes de tutelle paternalistes.
- 34 Cette ambivalence se reflète dans le fonctionnement – très hétérogène – des groupes de producteurs. Certains expérimentent de nouvelles activités, techniques et/ou formes de coopération, avec des résultats remarquables, même en l'absence de tout appui externe : des champs maraîchers aux porcheries ou aux étangs piscicoles, individuels ou collectifs, une même volonté anime des paysans capables d'unir leurs efforts autour d'objectifs et selon des modalités définies par eux seuls.
- 35 L'importance de cette tendance m'est apparue avec force lors de mes dernières enquêtes sur le terrain (avril et décembre 2001). Parmi les exemples les plus probants, on peut citer le groupe T. de Bakofong (Bangang), le groupe T. de Mba'a (Bangang) et le groupe A. de Ndoh-Djuttitsa (Bafou). Le premier, après diverses expériences, s'engage à partir de 1999 dans les petits élevages (surtout lapins), puis dans l'élevage porcin : entre juillet 2000 et avril 2001, il construit 11 porcheries et achète les animaux dans des fermes de la Ménoua (seule la construction des porcheries bénéficiant de l'aide modique d'une ONG américaine) ; parmi ses objectifs à moyen terme, le groupe vise la création d'une unité de provenderie, puis de charcuterie. Le second (à majorité féminine et dirigé par une femme extrêmement dynamique), déjà engagé dans divers microprojets, réalise successivement 4

étangs piscicoles au cours de l'année 2001 ; bien qu'ayant dû recourir à des moyens rudimentaires, faute d'aide extérieure pour l'acquisition de tuyaux et autres équipements, il est déterminé à élargir l'expérience au cours de l'année suivante ; par ailleurs, il apporte un soutien régulier aux nouveaux groupes qui se créent dans le voisinage. Le troisième, qui compte 66 membres en 2001 (contre 5 seulement lors de sa création en 1996), n'adhère à aucune union et n'a jamais bénéficié d'aucune forme d'assistance technique ou financière ; venu progressivement à la formule du champ collectif après avoir développé l'entraide sur les champs individuels, il produit actuellement des tomates sur un terrain de près de 2 ha pris en location, et minutieusement entretenu (désherbage, apports d'engrais et traitements réguliers, irrigation en saison sèche...), en dépit de conditions de commercialisation difficiles.

- 36 A l'opposé, d'autres groupes tentent d'appliquer à la lettre les directives des ONG tant qu'ils espèrent en retirer quelque avantage à court terme ; puis ils s'installent dans l'attente passive d'aide extérieure, et végètent ou disparaissent.
- 37 D'autre part, de multiples divisions internes contribuent à affaiblir le mouvement et à limiter son impact social. Si certains groupes parmi les plus actifs apportent spontanément leur soutien aux groupes voisins et encouragent les paysans isolés à se regrouper, les attitudes de méfiance et de repli sur soi restent fort répandues. Ce phénomène, sensible à la base, l'est encore plus à l'échelon supérieur, celui des unions paysannes et des groupes de services, lesquels se livrent souvent une concurrence féroce pour le contrôle effectif de la paysannerie au niveau de leurs « zones d'influence respectives » ; les divergences sur les objectifs ou les méthodes contribuent à entretenir les malentendus, sans en être toujours la cause principale. Quant aux rivalités personnelles ou de clans, elles donnent parfois lieu à de véritables luttes de pouvoir, notamment au sein des unions et autour du contrôle des aides extérieures<sup>17</sup>.
- 38 Au total, les organisations paysannes de la région sont encore loin de s'intégrer dans un mouvement solide et bien structuré, susceptible d'instaurer un contre-pouvoir paysan face aux autorités politiques comme à l'oligarchie villageoise (notables et élites). Dès lors, quelles formes concrètes revêtent les rapports entre les unes et les autres au plan local ?
- 39 Dans la mesure où ils s'impliquent essentiellement dans les domaines liés à la production agricole, et très peu dans les problèmes d'équipement collectif, groupements de producteurs et unions paysannes ont apparemment peu d'occasions de s'opposer à l'administration comme aux comités de développement villageois (contrôlés par l'oligarchie). En revanche, les conflits pour la terre et les ressources naturelles se multiplient, créant parfois des situations explosives.
- 40 Les conflits fonciers, endémiques dans les zones de montagne surpeuplées, tendent à changer de nature. Jusqu'à une date récente, ils étaient essentiellement de trois types, mettant aux prises soit éleveurs Mbororo et paysans autochtones sur les terres des sommets, soit ressortissants de chefferies distinctes sur des terres faisant l'objet de « litiges frontaliers », soit enfin membres d'une même famille pour des problèmes de succession<sup>18</sup>. Or actuellement, les terres de sommet naguère occupées par les Mbororo sont de plus en plus accaparées par des notables locaux et surtout des citadins (membres de l'« élite » villageoise) qui prétendent y implanter de grandes fermes d'élevage modernes et cherchent à en expulser les petits paysans qui y détiennent des parcelles cultivées de longue date. Ce problème se pose avec une acuité particulière dans le groupement de Bangang, où des GIC paysans dénoncent vivement le soutien apporté par le comité de développement villageois à ces « nouveaux éleveurs » qui font immatriculer

à leur nom – ou même au nom de GIC créés spécialement à cette fin – de vastes superficies de terres du « Mont ». Ce type de situation, qui illustre l'une des multiples formes de récupération de la formule GIC, pousse une part croissante de la population villageoise à poser ouvertement la question : le développement par qui et pour qui ?

- 41 Les initiatives locales qui se multiplient sur les hautes terres de l'Ouest Cameroun ne résultent fondamentalement ni d'un élan communautaire spontané ni de l'intervention d'agents extérieurs (publics ou privés). Elles s'intègrent dans un contexte humain marqué par un héritage culturel très riche et une histoire souvent mouvementée, mais aussi par un jeu complexe de forces antagonistes, contribuant simultanément à la reproduction de l'ordre ancien et à son dépassement. Si l'action des comités de développement villageois relève essentiellement d'une stratégie d'autopromotion interne de l'élite urbaine alliée aux notables traditionnels, celle des organisations paysannes s'attache surtout à renforcer l'autonomie matérielle et sociale des petits producteurs, remettant en cause de manière directe ou indirecte l'hégémonie de l'oligarchie locale, notamment en matière de contrôle des ressources naturelles. Des luttes sourdes s'engagent, dont l'issue est pour l'heure incertaine.

---

## BIBLIOGRAPHIE

BARBIER J.-C., 1977. « Essai de définition de la chefferie en pays bamiléké », *Travaux et documents de l'ISH*, 7. Yaoundé, multig.

BRUYNE P. de, NKULU KABAMBA O., 2001. *La gouvernance nationale et locale en Afrique subsaharienne*. Paris, L'Harmattan.

CHAMPAUD J., 1983. *Villes et campagnes du Cameroun de l'ouest*. Paris, ORSTOM.

DIKONGUE MATAM E., NJONGA B., 1996. *Cheminement démocratique des organisations paysannes. Jeux de pouvoir, démagogie, influences extérieures ?* Yaoundé, SAILD.

DJATENG F., 1990. *Une analyse du rôle et du fonctionnement des associations villageoises du village Batsingla (Bafou)*. Mémoire d'ingénieur agronome. Dschang, Centre universitaire de Dschang, multig.

DONGMO J.-L., 1981. *Le dynamisme bamiléké*. Yaoundé, CEPER, 2 vol.

HURAULT J., 1962. *La structure sociale des Bamiléké*. Paris/La Haye, Mouton (planches, cartes).

KUÉTÉ M., 1996. *Les enjeux des cultures de rente au Cameroun : l'exemple de la caféiculture*. Dschang, université de Dschang.

MÉTANGMO P.-M., 1986. *Développer pour libérer. L'exemple de Bafou : une communauté rurale africaine*. Paris, L'Harmattan.

PERROIS L., NOTUÉ J.-P., 1997. *Rois et sculpteurs de l'Ouest Cameroun. La panthère et la mygale*. Paris, Karthala/ORSTOM.

PRADELLES de LATOUR C.-H., 1991. *Ethnopsychanalyse en pays bamiléké*. Paris, EPEL.

PRATS Y., 1972. *Le développement communautaire à Madagascar*. Paris, Librairie générale de Droit et de Jurisprudence.

SINDJOUN L., 1996. « Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État », *Politique africaine*, 62 : 57-67.

TARDITS C., 1960. *Les Bamiléké de l'Ouest Cameroun*. Paris, Éd. Berger-Levrault.

TSEKENIS E., 2000. *Les autochtones et le chasseur. Essai de définition du rapport entre le rituel et le politique pour une chefferie bamilékée (Ouest Cameroun)*. Thèse d'anthropologie sociale. Paris, EHESS (planches, cartes).

## NOTES

1. Le code communal algérien de 1967, inspiré à la fois du droit français et du droit yougoslave, attribue à la commune de larges compétences en matière d'équipement, de planification, de gestion, et dans l'ensemble des affaires d'intérêt local.
2. Source : 20e rapport du comité administratif de coordination au conseil économique et social (E/2931), 1956, cité par Prats (1972 : 78).
3. Certains auteurs, comme A. Meister, contestent même l'existence de la « communauté » postulée par le développement communautaire, notamment en Afrique où les hiérarchies traditionnelles s'opposeraient à l'autonomie et à l'égalité des membres : point de vue violemment critiqué par G. Belloncle, lequel tend à « idéaliser » la communauté villageoise, en insistant sur sa cohésion et minimisant ses contradictions internes.
4. « En fait, le chef ne profite pas personnellement de l'accumulation des produits à la chefferie. Les biens prestigieux vont en effet au trésor et sont exhibés à l'occasion des grandes cérémonies [...] Quant aux produits agricoles, ils sont pour la plupart redistribués... Il est significatif que seul le chef ne travaille pas. Ses épouses par contre restent des paysannes astreintes au même labeur que toutes les autres femmes... » (Barbier, 1977 : 29-30).
5. « Les chefs bamilékés étaient sans conteste à la tête d'une clientèle qui, par définition, instaure une parenté fictive. Or, si l'on considère que le chef est relié à un tiers des chefs de lignage par le sang et à un autre tiers par les liens d'alliance, nous admettons... que l'organisation politique des Bamiléké est à la fois clientéliste et parentaliste. Ici, un client est un futur parent à qui on donne des femmes, et un parent n'est proche du chef que s'il se comporte en bon client. Parenté et politique sont étroitement imbriquées ». (Pradelles de Latour, 1991 : 173-4).
6. Documents où transparaît clairement l'inquiétude de l'administration face aux limites de l'autorité des chefs : « car bien que les chefs soient les détenteurs reconnus par leurs sujets de l'autorité ancestrale, en ce qui regarde des obligations nouvelles créées par l'administration, il peut se faire que toute l'autorité traditionnelle ne suffise plus pour les faire remplir et respecter avec la rigueur que nous voudrions » (rapport de tournée à Bafoussam, 19/09/1934, cité par Tardits, 1960 : 38).
7. En 1932, le chef de Bangoua est même déposé par suite de spoliations foncières répétées. De 1946 à 1953, plus de 60 plaintes opposent les habitants de Bafou à leur chef pour des problèmes de terre, et celui-ci doit souvent céder. En 1952, le chef de Batcham a contre lui 31 plaintes de ses sujets pour sa convoitise sur des terrains, des plantations de raphia ou des femmes (Kuété, 1996 : 35).
8. Comme le Projet de développement rural des plateaux de l'ouest (PDRPO), axé sur l'amélioration de la qualité du café, la mise en valeur des bas-fonds par la riziculture et le maraîchage, et la création de pistes rurales.

9. Les mérites de chacun dans ces sociétés se mesurant à l'assiduité et surtout à la libéralité (envers la société et le chef) : le fait de payer généreusement et sans contrainte en diverses occasions étant, aux yeux d'une population globalement pauvre, « la marque de qualités que le chef doit récompenser » (Hurault, 1962 : 82).

10. Ambiguïté relevée avec beaucoup de finesse par J. Champaud, à partir du compte rendu d'un « congrès » de l'élite d'un village du Haut-Nkam, tenu en 1975 à Douala (et non sur place), mettant bien en lumière l'articulation subtile entre objectifs de « modernisation » (équipements de base) et de consolidation du pouvoir traditionnel (reconstruction de la chefferie). Le même auteur précise par ailleurs que lors des élections municipales de 1978, bon nombre de candidats désignés (par le pouvoir politique) sont des citoyens participant déjà à des opérations de développement dans leur village : « reconnaissance officielle en quelque sorte de leur capacité à gérer les communes rurales, mais en même temps, risque de dépossession accentué du monde paysan par rapport à son devenir » (Champaud, 1983 : 308).

11. Tel est le cas notamment au village de Batsingla (Bafou), où le comité de développement créé en 1985 doit composer avec un « comité de vigilance » (créé en 1967 pour assurer le retour à l'ordre à la suite des troubles causés par l'insurrection armée), contrôlé par les notables locaux et revendiquant les mêmes objectifs : le premier se charge essentiellement de la conception des projets, de la mobilisation de fonds extérieurs et de leur suivi, tandis que le second assure leur gestion et leur réalisation (Djateng, 1990 : 68-71).

12. Terme officiel désignant le territoire d'une chefferie ; précisons que ce terme est mieux adapté à la réalité du pays bamileké que celui de « village », compte tenu à la fois du caractère très dispersé de l'habitat et de la taille souvent considérable des chefferies (plusieurs dizaines de milliers d'habitants), généralement divisée en quartiers parfois très éloignés et ne répondant pas toujours davantage aux caractéristiques d'un village.

13. Ceci est affirmé sans ambages dans le PV d'une réunion du 20/06/93, ainsi que dans le règlement intérieur du CSD qui définit deux cellules de base : une « cellule traditionnelle » et une « cellule exécutive » (composées toutes deux de « sous-chefs et notables désignés par le chef supérieur »), la première étant « destinée à pérenniser la dimension traditionnelle positive dans les actions de développement » (art. 2). Par ailleurs, ce règlement définit à sa manière « l'élite Bangang » : « L'élite désigne toute personne majeure instruite ou non se trouvant parmi les meilleurs, dans son domaine de compétence, et qui est animée constamment du désir de faire partager par les autres son savoir-faire et ses facilités, et de contribuer dans un esprit de sacrifice éprouvé au bien-être individuel et collectif par une participation effective à la réalisation de tous les objectifs d'intérêt commun ». Cette définition, par-delà son caractère flou et moralisant, laisse transparaître le souci des notables de s'adjoindre une élite à la fois efficiente et docile, au service des intérêts de la chefferie.

14. L'analyse de ces phénomènes nécessiterait de longs développements sur le système politique camerounais, qui dépasseraient le cadre du présent article. On ne peut ici que renvoyer le lecteur au numéro spécial de la revue *Politique africaine* sur le Cameroun (n° 62, juin 1996), et notamment à l'article de L. Sindjoun qui met fort bien en lumière la nature réelle des recompositions désignées sous le terme de « libéralisation politique », et leurs implications au niveau des rapports entre pouvoir central et pouvoirs locaux : « Libéralisation politique signifie renforcement du clientélisme avec détournement local ou régional de l'usage des ressources étatiques par les personnalités en quête de leadership. Les chefs traditionnels, dans cette optique, doivent devenir les instruments de l'État au risque de perdre toute légitimité locale. La clientèle « cheffale » de l'État se recrute dans toutes les aires culturelles » (Sindjoun, 1996 : 66).

15. D'où l'angoisse d'une grande partie des notables traditionnels, confrontés à une réduction drastique de leur assise économique, face à l'influence croissante des élites citadines au niveau des villages.



16. Source : ministère de l'Agriculture. Il convient cependant de préciser que ces chiffres, en hausse constante, se fondent uniquement sur les enregistrements de nouveaux GIC, tandis que les dissolutions ne sont pratiquement jamais déclarées : il en résulte que l'effectif global comporte une proportion de plus en plus importante de groupes fictifs. Mais ces chiffres pèchent également par défaut, dans la mesure où nombre de groupes (et même d'unions) ne sont enregistrés qu'après plusieurs années d'activité.

17. Tel aurait été le cas en particulier pour l'UGAPAB (Union de groupes d'agriculteurs pour l'autopromotion des Bamboutos) de Galim, l'une des plus anciennes et des mieux structurées de la région, où l'arrivée d'une « manne » extérieure (subvention de 4,5 millions de francs CFA à partir d'un appui de la coopération suisse) aurait subitement avivé les dissensions internes, conduisant à une véritable crise de plusieurs mois : renforcement des pratiques sectaires au sein du bureau exécutif, luttes acharnées lors des élections pour le renouvellement de celui-ci, élections suivies de multiples contestations et coups de théâtre, etc. Dikongue & Njonga (1996 : 29-41). L'Union parviendra néanmoins à surmonter la crise : en février 2000 (période à laquelle j'ai rencontré ses principaux responsables), elle fonctionne avec 15 groupes de base rassemblant au total quelques 200 membres, autour d'objectifs plus clairs et sur des bases apparemment saines.

18. Problèmes qui tendraient à s'intensifier avec l'abandon de la règle de l'héritier unique et l'accession croissante des femmes à l'héritage.

---

## RÉSUMÉS

Les initiatives locales de développement en Afrique apparaissent comme une réponse originale mais souvent ambiguë à la crise et au désengagement de l'État. Ce phénomène revêt un intérêt particulier dans des sociétés rurales fortement hiérarchisées comme celles de l'Ouest Cameroun, où l'ordre sociopolitique fondé sur la chefferie a su s'adapter aux vicissitudes de l'histoire. Jusqu'au début des années 1980, les revenus de la caféiculture contribuent à la fois au renforcement de l'aristocratie rurale et au consensus social. De leur côté, les « élites » citadines s'engagent dans des opérations de développement qui leur ouvrent l'accès aux cercles du pouvoir villageois. Mais actuellement, des organisations paysannes revendiquent de nouvelles formes de participation populaire à la vie publique locale.

Local development initiatives in Africa appear as an original but often ambiguous answer to the crisis and withdrawal of state funding. This phenomenon assumes a particular importance in rural, strongly hierarchical societies such as those of Western Cameroon, where the social and political order based on the chieftainship has been able to adapt to historical contingencies. Until the early 1980s, income from the growing of coffee contributed both to a strengthening of the rural aristocracy and to social consensus. Town-dwelling « elites » for their part became involved in promoting development actions which gave them access to local power circles. However, peasant organizations are now claiming new forms of popular participation in local public life.

## INDEX

**Mots-clés** : développement local, élites, luttes sociales, notables, organisations paysannes, Ouest Cameroun, pouvoir, stratégies

**Keywords** : elites, local development, notables, peasant organizations, power, social struggles, strategies, Western Cameroon

## AUTEUR

YVES GUILLERMOU

Université Toulouse III